

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations



## Rapport d'évaluation

### Licence Economie

Université de Picardie Jules Verne

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

*Pour le HCERES,<sup>1</sup>*

Michel Cosnard, président

---

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

<sup>1</sup> Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

## Évaluation réalisée en 2016-2017

### sur la base d'un dossier déposé le 13 octobre 2016

Champ de formations : Sociétés, normes, organisations, territoires

Établissement déposant : Université de Picardie Jules Verne

Établissement(s) cohabilité(s) : /

## Présentation de la formation

La licence *Economie*, dispensée dans l'Unité de formation et recherche (UFR) Economie et Gestion de l'Université de Picardie Jules Verne, est un diplôme organisé sur 3 ans selon une logique de spécialisation progressive. Elle vise à l'acquisition de connaissances fondamentales et d'éléments de méthodologie propres aux sciences économiques et de gestion, mais aussi à l'acquisition de savoirs opérationnels et de compétences plus transversales. La licence comprend en troisième année quatre parcours : *Monnaie Finance*, *Stratégie des entreprises*, *Economie et stratégie internationales* et *Développement commercial*. Ces parcours préparent aux différentes spécialités du master proposé au sein de l'UFR, mais permettent aussi l'accès à d'autres masters en économie. Destinée principalement aux bacheliers, la licence est également accessible en cours de cursus par voie de sélection à des étudiants ayant validé un diplôme Bac+2 en économie-gestion. Elle prépare essentiellement à la poursuite d'études. L'insertion professionnelle immédiate en sortie de licence est un objectif secondaire mais possible, sur des niveaux d'assistants-cadres en organisations privées et publiques. La formation est réalisée en présentiel, pour un public d'étudiants en formation initiale classique, à l'exception du parcours *Développement commercial* dispensé en alternance. La licence est délocalisée sur trois sites : Budapest, Hanoï, Dakar. Hors délocalisation, la formation se déroule à Amiens, au Pôle Cathédrale de l'Université, et, pour le parcours *Développement commercial* en alternance, à l'Institut universitaire de technologie (IUT) de Laon.

## Analyse

### Objectifs

Les objectifs de la licence *Economie*, en termes de poursuite d'études et d'insertion professionnelle envisageables, sont clairement présentés et détaillés dans les documents présentés. Les intitulés des enseignements et des parcours, ainsi que les modalités d'enseignement et d'évaluation, semblent cohérents avec ces objectifs. La licence vise à l'acquisition de connaissances fondamentales et approfondies en sciences économiques et d'éléments de méthodologie disciplinaire, mais aussi à l'acquisition de compétences plus transversales susceptibles d'être mobilisées aussi en situation professionnelle. Elle prépare essentiellement à la poursuite d'études dans le master *Economie*, des parcours apparaissant en semestre 6 en préparation des spécialités de master offertes au sein de l'UFR. L'insertion professionnelle immédiate en sortie de licence est un objectif secondaire mais possible. La liste des compétences professionnelles visées par le diplôme correspond en niveau et en thématique aux éléments du programme pédagogique annoncé.

### Organisation

L'organisation de la licence est lisible et répond à une logique de spécialisation progressive. Les quatre premiers semestres forment un tronc commun structuré autour de connaissances fondamentales, d'outils et langages, et d'éléments d'ouverture dans des disciplines connexes (comme droit par exemple). Des enseignements permettent au semestre 5 de découvrir les quatre parcours proposés au semestre 6 : *Monnaie Finance* (MF), *Stratégie des entreprises* (SE), *Economie et stratégie internationales* (ESI), et *Développement commercial* (DC). Ce dernier, très récent, est proposé en continuité du DUT Techniques de commercialisation à l'IUT de Laon pour une poursuite d'études sur place ; son contenu n'étant pas explicité, sa pertinence ne peut être appréciée. Les programmes des autres parcours sont cohérents avec les objectifs annoncés. Néanmoins, il n'y a aucun enseignement spécifique en stratégie ou politique générale de l'entreprise à visée managériale dans le parcours SE, ni d'enseignements spécifiques en langue anglaise dans le parcours ESI. La licence existe en Hongrie, au Vietnam et au Sénégal, mais les modalités précises de pilotage de ces délocalisations ne sont pas connues. Enfin, le tableau des unités d'enseignement présente des incohérences, avec des semestres à plus de 30 ECTS (crédits européens).

### Positionnement dans l'environnement

La licence *Economie* est la seule proposée en Picardie. Une réflexion à l'échelle des Hauts de France est évoquée pour l'articulation avec les autres licences Economie de la grande région. La présence d'autres acteurs de l'enseignement supérieur hors université n'est pas mentionnée. Localement, la licence subit une concurrence relativement classique : licence *Sciences de gestion* de l'IAE (Institut d'administration des entreprises), licences *Droit et science politique* (UFR de Droit et de Science Politique) et licence *Administration publique* de l'IPAG (Institut de préparation à l'administration générale). Elle est demandée comme poursuite d'études par des étudiants titulaires d'un Diplôme universitaire de technologie (DUT) ou d'un Brevet de technicien supérieur (BTS), et son débouché naturel est le master *Economie* de l'Université. La spécificité du parcours à Laon n'est pas évoquée. Les environnements de recherche et socio-économique ne sont pas décrits, et au-delà de la présence d'intervenants professionnels, aucune collaboration ou partenariat spécifique avec l'environnement socio-économique (entreprises, associations, etc.) n'est établi.

### Equipe pédagogique

L'animation pédagogique de la licence est peu détaillée. Il y a un responsable licence et un responsable par année. Le pilotage de la licence se fait à travers deux réunions : une en début d'année pour assurer la cohérence dans le déroulé des cours, et une en fin d'année pour dresser le bilan. Rien n'est dit sur le parcours ouvert à Laon. L'équipe pédagogique est principalement composée d'enseignants-chercheurs et d'enseignants en sciences économiques en poste à l'UFR. Il y a peu d'échanges ou d'apports en provenance d'autres disciplines, d'autres composantes ou de l'extérieur. L'ouverture aux enseignants-chercheurs en sciences de gestion permettrait d'assurer une partie des enseignements en gestion (comptabilité de gestion, analyse financière, contrôle de gestion, gestion d'entreprise, etc.) actuellement réalisés par des enseignants non titulaires, principalement issus de l'enseignement secondaire. Les professionnels sont présents. On peut regretter la sous-représentation parmi eux d'acteurs du secteur privé. Néanmoins, ils occupent tous des postes à responsabilités et interviennent dans des matières relevant globalement de leur champ de compétence.

### Effectifs, insertion professionnelle et poursuite d'études

Les effectifs sont importants, et relativement stables, environ 900 étudiants dont 450 étudiants en première année. Un travail sur les critères d'admission en cours de cursus des étudiants issus de BTS et DUT a été effectué, afin de rapprocher le taux de réussite de ces étudiants de celui des autres. Le taux d'échec reste important : le taux de passage de première année de Licence (L1) à la seconde année de Licence (L2) oscille entre 35 et 38 %, en dépit d'efforts importants liés au plan réussite en licence (PRL) mentionnés par le dossier (cependant les détails apportés sont relativement minces). L'insertion professionnelle n'est ni documentée ni analysée mais le dossier précise que la quasi-totalité des étudiants poursuivent des études. Les données sur les poursuites d'études sont insuffisantes, et le devenir après la licence, hormis l'inscription dans le master *Economie* de l'UFR, n'est pas connu mais mériterait de l'être. Même le détail de l'orientation dans les trois spécialités du master proposé localement (*Etudes et conseil, Finance et activité bancaire, Management des organisations de la nouvelle économie*) n'est pas donné. Le parcours en alternance *Développement commercial* n'est pas du tout évoqué.

<b>Place de la recherche</b>
<p>La place de la recherche dans le diplôme n'est pas une préoccupation centrale. D'ailleurs, l'appartenance des enseignants-chercheurs à un laboratoire de recherche de l'université n'est pas indiquée de façon claire dans le dossier. Une sensibilisation à la recherche serait réalisée en troisième année de licence (L3) à travers l'évocation des travaux du laboratoire dans les cours spécifiques aux parcours. La possibilité de rédaction encadrée d'un mémoire lors du semestre 4 est évoquée, sans que plus de précision ne soit donnée sur l'accompagnement et les modalités d'évaluation.</p>
<b>Place de la professionnalisation</b>
<p>La licence n'est pas professionnalisée en tant que telle, mais contient des éléments de préparation professionnelle. Ainsi, des enseignements délivrent des savoirs et des compétences procédurales qui sont opérationnels ou rapidement mobilisables (comptabilité, technique d'enquêtes...). Un effort notable est également réalisé autour de modules transversaux de préparation aux situations professionnelles : accompagnement au projet professionnel, sensibilisation au monde du travail, environnement de travail collaboratif, et la possibilité de réaliser un stage. Néanmoins, l'objet, le contenu ou les modalités de ces éléments ne sont pas abordés, et on peut s'interroger sur la très faible durée du stage pouvant être réalisé (10 jours au quatrième semestre). Le tableau des unités d'enseignement fait également figurer un stage lors des semestres 1, 5 et 6, sans qu'aucune information complémentaire ne soit transmise dans le dossier, mais il semble qu'il y ait des erreurs matérielles dans le tableau. De même, la réalisation d'un projet tuteuré figure dans le tableau au semestre 6 mais le dossier n'en fait aucune mention. Le parcours <i>Développement commercial</i>, pourtant en alternance et donc avec une dimension professionnalisation a priori forte, n'est pas évoqué.</p>
<b>Place des projets et des stages</b>
<p>Il n'y a pas de projets, en dehors du projet professionnel. Un stage facultatif, d'une durée de dix jours, est proposé aux étudiants en L2 (semestre 4). Cette possibilité est intéressante mais reste très faible en termes de durée. De plus, des précisions, quant au nombre d'étudiants ayant choisi cette possibilité de réaliser un stage, pourraient permettre d'apprécier au mieux sa place au sein de la formation. La possibilité de réaliser ce stage à l'étranger n'est pas évoquée. Dans le tableau des unités d'enseignement figure également un stage lors des semestres 1, 5 et 6, mais il pourrait s'agir d'une erreur puisqu'aucune information complémentaire ne figure dans le dossier.</p>
<b>Place de l'international</b>
<p>La licence est proposée à l'Ecole supérieure de commerce de Budapest en double diplôme (35 à 40 étudiants), à Hanoï en L2 et L3 (25 à 20 étudiants), et à Dakar en double diplôme (12 à 15 étudiants). Les modalités précises de pilotage et de présence de l'équipe pédagogique dans ces délocalisations sont peu documentées, l'intérêt stratégique n'en est pas exposé ni la nature des partenariats et de la collaboration. Un diplôme d'université (DU) d'accueil des étudiants chinois existe, sans autre précision. Une politique relativement classique d'accueil ERASMUS et hors ERASMUS est développée, mais il n'y a pas d'informations sur la sensibilisation et l'accompagnement des étudiants de la licence économie dans ces démarches. Seulement deux à trois étudiants étrangers rejoignent effectivement l'UFR Economie Gestion chaque année (sans autre détail). Le parcours <i>Economie et stratégie internationales</i> au semestre 6 aurait toute légitimité à contenir des enseignements en langue anglaise ; le dossier mentionne d'ailleurs un projet de dédoublement de trois enseignements de licence afin d'offrir aux étudiants picards et étrangers la possibilité de suivre des cours en langue anglaise.</p> <p>Au final, la place de l'international dans le diplôme est importante mais pour l'instant constituée d'éléments juxtaposés et disparates, probablement issus d'opportunités saisies ; une mise en cohérence serait profitable.</p>
<b>Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite</b>
<p>Une attention particulière a été portée sur le recrutement en cours de cursus d'étudiants issus de BTS et DUT afin d'améliorer leur taux de réussite. Le DU destiné aux étudiants chinois aurait pu être mentionné comme une passerelle ; il n'en existe pas d'autres. Il est dommage qu'aucun chiffre ne soit transmis sur l'origine des étudiants qui intègrent la licence 1 <i>Economie</i> (type de baccalauréat notamment). Des dispositifs d'aide à la réussite existent, issus du Plan réussite en licence, mais on peut regretter qu'ils ne soient ni détaillés ni analysés (organisation du tutorat par exemple). Curieusement, ni les enseignements du type projet professionnel personnalisé, ni le contrôle continu intégral ne sont évoqués comme concourant à la réussite des étudiants.</p>

Modalités d'enseignement et place du numérique
<p>Outre les délocalisations dont les modalités sont mal connues, et le parcours en alternance à Laon sur lequel il n'existe pas de précision, la formation se déroule en présentiel devant un public d'étudiants en formation initiale classique, avec une répartition habituelle pour ce type de formation entre cours magistraux et travaux dirigés. On souligne positivement la présence de différents enseignements portant sur l'informatique et le numérique, sans pour autant que les modalités précises n'en soient clairement présentées dans le dossier : informatique, programmation, traitement de données d'enquête, gestion des systèmes d'information, etc. Enfin, le dossier mentionne la présence de postes informatiques en accès libre sans préciser les ressources numériques éventuellement disponibles, ni les éventuelles modalités d'incitation ou d'accompagnement. L'éventuel recours au numérique dans la formation ou les méthodes pédagogiques n'apparaissent pas.</p>
Evaluation des étudiants
<p>Les règles de validation des unités d'enseignement sont communiquées et clairement exposées. Le contrôle des connaissances se réalise par matière, avec la mise en œuvre du contrôle continu intégral : les matières incluant des travaux dirigés (TD) sont évaluées par au minimum 2 contrôles (ce qui est classique), et les matières sans TD sont évaluées par un examen terminal ou 2 contrôles au minimum. Le contrôle est adapté pour les étudiants en dispense d'assiduité. Ces modalités sont en adéquation avec les objectifs et les contenus de la formation, et l'approche pédagogique développée.</p>
Suivi de l'acquisition de compétences
<p>Il n'y a pas de modalité particulière de suivi des compétences (livret de l'étudiant notamment). Les documents proposés restent à un niveau de description générale.</p>
Suivi des diplômés
<p>Une formalisation d'un dispositif précis de suivi des diplômés de la licence <i>Economie</i> pourrait produire des données intéressantes de pilotage et d'amélioration continue de la formation.</p>
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation
<p>Une évaluation des enseignements et des formations est réalisée par l'Université. Néanmoins, au-delà de la périodicité de trois ans, aucune information n'est donnée sur le dispositif d'administration et d'analyse de ce questionnaire d'évaluation des enseignements et des formations. Une commission d'évaluation de la composante existe, ainsi qu'une commission d'évaluation paritaire, dont on connaît la composition et les attributions générales, mais pas l'activité.</p> <p>Le comité de perfectionnement existe, associant des étudiants et des professionnels, mais il n'a pu se réunir qu'une seule fois. Il a fait une proposition, qui a été mise en œuvre : la modification de l'intitulé du parcours <i>Economie industrielle en Stratégie des entreprises</i>. Aucune périodicité ne semble prévue pour réunir ce comité.</p>

## Conclusion de l'évaluation

### Points forts :

- Un programme d'enseignement cohérent dans le domaine des sciences économiques et une logique de spécialisation progressive.
- Des efforts de professionnalisation de la formation : accompagnement progressif pour la réalisation du projet professionnel, sensibilisation au monde professionnel, intervenants professionnels, etc.
- Une équipe nombreuse d'enseignants et d'enseignants-chercheurs dans la discipline.

### Points faibles :

- La légitimité des intitulés de plusieurs parcours interroge : *Stratégie des entreprises* et *Economie et stratégie internationales* qui ne comprennent aucun enseignement en gestion management ; *Développement commercial* sur lequel aucune information n'est donnée.
- Des dispositifs peu formalisés de suivi des étudiants (acquisition des compétences, insertion professionnelle), d'évaluation des enseignements et d'auto-évaluation de la formation.
- Une formalisation insuffisante du pilotage de la formation et de l'animation pédagogique, notamment pour les différentes délocalisations (Hanoi et Dakar).

### Avis global et recommandations :

La licence *Economie* a toute sa place à l'université et propose un programme globalement bien construit en économie. Elle est portée par une équipe relativement nombreuse d'enseignants-chercheurs dans la discipline. Néanmoins, le diplôme gagnerait à mettre en cohérence les intitulés des parcours et leurs contenus, et ce en lien avec les parcours de la licence de gestion et les spécialités de master accessibles localement en poursuite d'études.

Beaucoup d'éléments existent mais devraient être davantage structurés à des fins d'efficacité et de meilleure lisibilité du diplôme : le pilotage du diplôme, la stratégie à l'international et la professionnalisation. La réflexion doit également être menée sur les modalités d'enseignements, l'appropriation des enjeux du numérique, et la validation des compétences. Un certain nombre de points du dossier auraient pu être renseignés de façon plus complète.

Enfin, dans le prolongement des recommandations déjà formulées lors de la précédente évaluation, un certain nombre de processus doivent être formalisés et davantage mobilisés : suivi de l'acquisition des compétences, suivi du devenir des étudiants et de l'insertion professionnelle, évaluation des enseignements, auto-évaluation et conseil de perfectionnement.

# Observations de l'établissement





Amiens, le 13 mars 2017

**Direction de la Scolarité  
et  
de la Vie de l'Étudiant**

Chemin du Thil  
80025 AMIENS Cedex 1

☎ 03-22-82-72-52

*e-mail* : [franck.dibitonto@u-picardie.fr](mailto:franck.dibitonto@u-picardie.fr)

**Monsieur le Président**

HCERES  
2 Rue Albert Einstein  
75013 PARIS

Objet : Réponse officielle évaluation  
LICENCE MENTION ECONOMIE

Vos Réf **C2018-EV-0801344B-DEF-LI180013305-018301-RT**

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord au nom de l'Université de Picardie Jules Verne et en particulier au nom du directeur de l'UFR d'Economie à vous remercier pour la qualité du rapport d'évaluation.

A la suite de la transmission du rapport d'évaluation, le directeur, les responsables de formation et moi-même tenons à vous signaler que nous n'avons pas de remarques particulières à formuler.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sincères salutations.

**Le Président de l'Université  
de Picardie Jules Verne**

**Mohammed BENLAHSEN**